



Déclaration FSU pour le CHSCTA 30 avril 2020

Madame la Rectrice

Mesdames, messieurs

Ce CHSCT se situe à un moment charnière de la crise que nous vivons. Il s'agit de relancer l'économie et pour se faire il convient de remettre dans les écoles les élèves les plus jeunes qui ne se gardent pas tout seul pour libérer autant que possible les parents. La raison est claire à défaut d'être explicitement assumée par ce gouvernement. Les consignes sanitaires évolutives comme la soit disante « continuité pédagogique » n'ont été que la tentative délétère de croire que la réalité peut se plier au discours du politique.

Cela engendre un climat anxieux chez nos collègues ballottés en plus par la communication chaotique de ce gouvernement. Le pays n'était pas prêt, l'Éducation Nationale n'était pas prête et en feignant d'être l'organisateur de ce qui lui échappait chaque jour davantage, notre ministre a perdu le peu de crédibilité qui lui restait dans la profession, y compris parmi les cadres.

Pour autant, il s'apprête à instrumentaliser la situation pour continuer son agenda à la rentrée au même titre que ce gouvernement, une fois la phase compassionnelle passée, continuera son entreprise de démantèlement de la fonction publique et des droits des salariés, y compris les plus précaires, dont le dévouement, la nécessité de leurs missions et le prix du sang payé ont démontré le rôle clé qu'ils jouent dans la cohésion sociale de la nation aux moments les plus sombres.

Le faux nez de la compassion et des louanges présidentiels tombera vite. La loi TFP en ce qui concerne les services publics, les lois Pénicaux en ce qui concerne les salariés du privé, celle sur les retraites pour tout le monde, constitueront l'orientation à venir d'une politique de régression sociale où il faudra payer le soutien massif à l'économie de ce pays.

Le dialogue social, qui a montré toute son importance pendant cette période, se réduira encore davantage et les CHSCTs seront supprimés parce que la santé et la sécurité des fonctionnaires ou des salariés n'est clairement pas la boussole de notre gouvernement quand il s'agit de déterminer son action.

La vérité de l'intention n'échappe plus à personne, la bienveillance comme la confiance sont de façade et les personnels n'ont pas fini de souffrir de l'obstination aveugle de cette politique.

La situation actuelle a mis en évidence trois choses ; la complexité de l'acte d'apprentissage qui n'est pas réductible à la mise en œuvre d'outils numériques, la nécessité d'une vie sociale apaisée dans un cadre approprié et heuristique pour les élèves, le désastre social que constitue la fracture économique et culturelle pour les enfants des populations les plus défavorisées. Pour autant, notre ministre continuera sa politique de casse de l'éducation prioritaire et de néo management, il donnera toujours plus de gages à une idéologie qui oublie l'individu pour lui substituer une unité de compte dans un marché globalisé.

Quant aux moyens de l'Éducation Nationale, ils se sont révélés dramatiquement insuffisants et seront encore insuffisants à la rentrée pour remédier à la perte de 3 mois de cours. C'est grâce à

leurs outils personnels ou ceux du marché, à leur bonne volonté que les enseignants ont pu palier en partie à l'impréparation, le manque de formation et l'absence du décompte des outils de travail dans la rémunération des professeurs. Cela a été également l'occasion, dans notre ministère comme dans la nation, de s'apercevoir que les fonctions non enseignantes (personnels administratifs des services académiques ou des EPLE, sociaux, infirmiers, ingénieurs et techniciens, ATRF, chefs d'établissement et inspecteurs, ...) sont primordiales dans l'organisation d'un système de santé ou d'éducation et que les négliger comme les mépriser devient dangereux et insoutenable. Les premiers de cordée ont singulièrement manqués à l'appel, tout confinés qu'ils étaient, pendant que la caissière, l'infirmière, l'auxiliaire de vie ou le livreur, précarisés, déconsidérés et mal payés, étaient en première ligne et assuraient l'essentiel.

Le retour de confinement s'annonce d'une complexité extrême. Aucun mot pour l'accompagnement du public le plus vulnérable, celui des élèves bénéficiant de l'aide des AESH et pour lesquels la distanciation sociale va s'avérer compliquée, voire impossible à mettre en place.

Une fois la décision prise, l'intendance aura du mal à suivre et l'anxiété des personnels va trouver un paroxysme dans la cristallisation de conflits éthiques au carrefour de la communication défailante et insincère de ce gouvernement, du contexte sanitaire anxiogène, des médias aliénés aux courbes d'audience ou à l'industrie, de réseaux sociaux en roue libre, de l'attention que l'on doit à ses proches et à soi-même, de son éthique professionnelle, et surtout d'une commande institutionnelle impossible à satisfaire dans des exigences de protections sanitaires que l'exercice professionnel avec de jeunes enfants comme les capacités effectives des collectivités ne permettent pas de satisfaire.

La surcharge de travail sera énorme pour tous les personnels, enseignants, administratifs et nous vous demandons, madame la Rectrice, de poser un cadre de reprise strict, bienveillant et protecteur de la santé et de la sécurité des personnels. Elle sera d'autant mieux supportée que vous laisserez aux équipes pédagogiques la possibilité de s'organiser vraiment sur plusieurs jours en amont d'un accueil échelonné. Nous vous demandons également de faire remonter au ministère la nécessité d'aménager les programmes à défaut d'abonder les moyens d'enseignement permettant ainsi un accompagnement plus personnalisé de nos élèves, à un moment particulièrement anxiogène pour eux. Cela permettra de donner un réel sens pédagogique à ce qui va se passer au même titre que l'approche ouverte retenue pour les personnels administratifs. Cette approche ouverte sera un enjeu de santé professionnelle pour tous les personnels.